

EN AFRIQUE, LE SIDA TUE AUSSI PAR L'ÉCONOMIE

L'impact du VIH est revu à la hausse, via la perte de savoir.

Au palmarès du tragique décompte des morts provoqués par l'épidémie du sida s'ajoute un deuxième désastre.

Tout le monde, ou presque, a sous-estimé l'impact de cette «*peste moderne*» comme accélérateur de catastrophes économiques. Dans un rapport présenté hier à Washington, la Banque mondiale s'attache à décrire l'impact de la maladie dans les principaux pays concernés, notamment en Afrique subsaharienne. Selon la Banque, il «*suffirait de quelques générations au sida pour dévaster l'économie dans les pays les plus touchés par l'épidémie, comme en Afrique*».

Jusqu'à présent, les études estimaient que le sida réduisait (ou allait réduire) d'environ 1 % par an la croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays les plus touchés, insistant, par exemple, sur les liens entre sida et famine. Pour aboutir à un tel résultat, les experts estimaient que la maladie détruit l'économie d'un pays de la même façon que le corps humain: elle commence par s'en prendre aux éléments de base de la société, les femmes et les soutiens de famille qui font vivre et protègent la communauté. Dans les familles, les coûts directs du sida se mesurent par la perte de revenus des morts ou des malades qui ont perdu leur emploi. L'épargne des ménages s'épuise, les dépenses autres que les soins de santé et les obsèques diminuent et les modes de consommation se modifient à mesure que les familles prennent en charge malades et mourants.

Savoir perdu. Pour prévoir

l'ampleur des ravages sociaux et économiques à venir, la Banque mondiale s'est penchée essentiellement sur le cas de l'Afrique du Sud (lire ci-contre). Sur les 29,3 millions de porteurs du virus en Afrique subsaharienne (sur un total mondial de plus de 42 millions), ce pays en compte près de 5 millions. Mais la Banque a surtout tenté de mesurer l'impact du sida sur l'économie à l'aune d'une nouvelle dimension: les enfants et la transmission du savoir. Et là le résultat n'est plus une perte de 1 % de PIB, mais de 1,5 % voire de 2 %. Et la Banque mondiale de s'interro-

ger: que se passe-t-il au niveau macroéconomique lorsque l'un des deux parents est emporté par la maladie?

Jusqu'ici, aucune étude n'avait tenté de formaliser cette question et d'y apporter une réponse chiffrée. Les économistes de la Banque ont mis l'accent sur l'avenir des connaissances accumulées par la formation et l'éducation. La Banque estime que le sida a plusieurs effets majeurs. Par exemple, il affecte et tue les jeunes adultes, ce qui détruit les connaissances qu'ils ont accumulées depuis leur naissance et qu'ils auraient pu injecter dans les faibles rouages de la

croissance économique. «*Cela ne manquera pas d'affaiblir les capacités d'une génération à transmettre ses savoirs à la suivante*», insiste la Banque mondiale, au-delà du constat de l'impact sur le taux de scolarisation. Le sida risque d'aug-

menter les inégalités entre les personnes ayant perdu leurs parents et celles dont la famille n'est pas affectée. Il prive également les orphelins de ce dont ils auront besoin pour devenir des adultes économiquement productifs, comme l'attention des parents ou la capacité à financer leur éducation.

Accès aux soins. «*Si rien n'est fait pour contenir l'épidémie, des*

pays comme l'Afrique-du-Sud, ou ceux qui ont un taux de contamination comparable, pourraient voir leur produit intérieur brut par tête diminuer de 50% en trois générations», conclut l'étude. Voilà qui ne manquera pas de relancer un

autre débat: l'accès aux médicaments essentiels pour les pays du Sud. Une question qui figure en tête de liste du programme de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, à Cancun, en septembre ●

V. D. F.

Shanta Devarajan, coauteur de l'étude de la Banque : «Un effort sur l'éducation et la santé»

Spécialiste de l'Afrique, Shanta Devarajan est l'un des auteurs de l'étude de la Banque mondiale.

Lorsque vous estimez que l'impact du sida sur les enfants a été sous-estimé, faut-il en tirer des leçons pour les politiques publiques des pays les plus touchés par la maladie?

Il y a d'abord le constat, que d'autres ont fait et que nous partageons. Le plus évident est celui qui établit les liens entre la chute des recettes fiscales d'un pays et son taux de prévalence. Très concrètement, en tuant des jeunes adultes, le sida réduit les recettes fiscales, ce qui augmente la pression sur les finances publiques. C'est un cercle vicieux qui, le plus souvent, vient s'ajouter à une situation budgétaire qui est déjà mal en

point dans les pays concernés. Mais l'étude montre aussi le lien qui existe entre l'investissement dans l'éducation et le nombre d'enfants infectés par le sida: plus ce taux est élevé, plus les Etats considèrent, en général, qu'il n'est pas intéressant d'investir dans l'éducation.

Que devraient-ils faire?

Là où l'épidémie est plus avancée, il faudrait un effort budgétaire important pour combattre la maladie et ses effets économiques. Mais cet effort doit porter tant sur les dépenses de santé que sur les dépenses d'éducation.

Mais les pays en développement ont-ils les moyens de se payer ce luxe?

Non. Et pour les plus pauvres, c'est souvent un dilemme. Puisque leurs ressources budgétaires sont rares, ils font des

compromis, ce qui les oblige à concentrer leurs ressources sur un programme ou un groupe d'individus aux dépens des autres. A la Banque mondiale, nous sommes des économistes, et non des responsables politiques. Nous, nous disons: «Voilà quelle est la situation, alors à vous, tant les responsables politiques des pays riches que ceux des pays en développement, de prendre vos responsabilités». Mais on ne pourra pas éternellement ignorer le fait que les politiques publiques des pays en développement ne sont pas calibrées pour affronter les problèmes économiques de long terme posés par le sida. Or, on sait en la matière qu'il faut dépasser le temps présent ●

Recueilli par
VITTORIO DE FILIPPIS